



**Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de la Haute-Garonne**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**Remplacement des descentes d'eau pluviale du Siège de l'Union Immobilière  
des Organismes de Sécurité Sociale de la Haute-Garonne**

**MARCHÉ N°UI2025001**

**Organisme :**

**Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de la Haute-Garonne**

41, rue de l'étoile  
31093 TOULOUSE Cedex 9  
N° SIRET : 776 906 711 00036

**Marché Public de travaux**

**Marché public à procédure adaptée passé en application notamment des articles L.2123-1 et  
R.2123-1° du Code de la Commande Publique**

## Table des matières

I.	Objet du marché – Dispositions générales.....	4
I.1	Objet.....	4
I.2	Procédure de passation.....	4
I.3	Lieux d'exécution.....	4
I.4	Allotissement.....	4
I.5	Tranches fermes et optionnelles.....	4
I.6	Bons de commande.....	4
I.7	Sous-traitance.....	4
I.8	Cotraitance .....	5
I.9	Prestations similaires.....	6
I.10	Clause de réexamen .....	6
II.	Parties contractantes .....	6
III.	Pièces constitutives du marché .....	7
IV.	Durée .....	7
V.	Exécution des prestations .....	8
V.1	Bons de commande.....	8
V.2	Constatation de l'exécution des prestations.....	8
VI.	Prix.....	8
VI.1	Caractéristiques des prix .....	8
VI.2	Variation des prix.....	9
VI.3	Clause de sauvegarde.....	9
VI.4	Retenue de garantie .....	10
VI.5	Cession ou nantissement de créances .....	10
VII.	Modalités de règlement .....	10
VII.1	Modalités de transmission des factures.....	11
VII.2	Modalités de règlement .....	12
VII.3	Avance .....	12
VIII.	Installation et organisation de chantier .....	13
VIII.1	Installation de chantier.....	13
VIII.2	Signalisation de chantier .....	13
VIII.3	Gestion des déchets de chantier .....	13
IX.	Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	14
IX.1	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	14
IX.2	Documents à fournir après exécution des travaux .....	14
X.	Réception des travaux.....	14
X.1	Dispositions applicables à la réception .....	14
X.2	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages .....	14
XI.	Garanties .....	15
XI.1	Garantie de parfait achèvement .....	15
XI.2	Garantie de bon fonctionnement.....	15
XI.3	Garantie décennale .....	15
XII.	Assurances.....	16
XIII.	Pénalités .....	17
XIV.	Confidentialité .....	18

XV.	Lutte contre le travail dissimulé .....	20
XVI.	Résiliation .....	20
XVII.	Règlement des litiges .....	20
XVIII.	Dérogations au CCAG Travaux.....	21

# **I. Objet du marché – Dispositions générales**

## ***I.1 Objet***

Le présent accord-cadre porte sur des travaux de remplacement des descentes d'eau pluviale du siège de l'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de la Haute-Garonne (UIOSS 31).

Il fait suite à la consultation n°UI2024048 déclarée sans suite le 27/11/2024, conformément à l'article R2185-1 du code de la commande publique, pour motif d'intérêt général en raison de la nécessaire redéfinition du besoin de l'UIOSS de la Haute-Garonne.

## ***I.2 Procédure de passation***

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée ouverte, en application notamment des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

## ***I.3 Lieux d'exécution***

Le présent marché sera exécuté au siège de l'UIOSS 31, situé à l'adresse suivante :  
**41 rue de l'étoile – 31093 TOULOUSE**

## ***I.4 Allotissement***

Le présent marché n'est pas alloti.

## ***I.5 Tranches fermes et optionnelles***

Le présent marché ne comporte pas de tranches au sens de l'article R2113-4 du Code de la Commande Publique.

## ***I.6 Bons de commande***

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par émission de bons de commande conformément notamment aux articles L2125-1, R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique.

## ***I.7 Sous-traitance***

Les conditions et modalités applicables à la sous-traitance sont notamment définies aux articles 3.6 du CCAG-Travaux et aux articles L. 2193-1 à L. 2193-3 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations à condition d'avoir obtenu, pour chaque sous-traitant, l'approbation préalable de l'UIOSS 31 et l'agrément de ses conditions de paiement.

La demande de sous-traitance peut intervenir, soit lors du dépôt de l'offre, soit en cours d'exécution du marché, et ce moyennant remise des documents exigés par les textes réglementaires.

L'entrepreneur principal devra justifier d'une caution personnelle et solidaire pour garantir le paiement des sous-traitants de second rang, à défaut d'avoir obtenu du Maître d'Ouvrage un accord sur une délégation de paiement.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir que sous réserve de son acceptation et l'agrément de ses conditions de paiement.

Dans tous les cas de sous-traitance, le Titulaire se porte garant et demeure personnellement responsable du respect par le(s) sous-traitant(s) de toutes les obligations résultant du marché, quelles que soient la nature et l'étendue des prestations sous-traitées. Toute sanction prévue par le marché sera applicable exclusivement au Titulaire, seule entité ayant un lien contractuel avec l'UIOSS 31.

Si le sous-traitant venait à entrer dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique, il devra en informer sans délai l'UIOSS 31 pour prendre toutes mesures nécessaires.

Toute sous-traitance occulte dûment constatée donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de son sous-traitant dans un délai qui lui sera imparti. Si cette mise en demeure reste en tout ou partie infructueuse, l'UIOSS 31 pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute, aux frais et risques du Titulaire.

Le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement pour les prestations dont il assure l'exécution, dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros TTC. Il est dit « sous-traitant de premier rang ».

## ***1.8 Cotraitance***

En complément de l'article 3.5 du CCAG-Travaux, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint. Dans le cas du groupement conjoint, son mandataire doit être solidaire techniquement et financièrement de chacun des membres pour l'exécution des prestations.

Il est précisé que si un des membres du groupement venait à entrer dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique, il devra en informer sans délai l'UIOSS 31 pour prendre toutes mesures nécessaires.

## *I.9 Prestations similaires*

Les prestations de l'accord-cadre pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires dans les conditions définies à l'article R 2122-7 du code de la commande publique. Les prestations similaires seront confiées et exécutées par le titulaire du présent marché dans les mêmes conditions que celles qui y sont fixées.

## *I.10 Clause de réexamen*

Conformément aux dispositions de l'article R. 2194-7 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

1° introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;

2° modifier l'équilibre économique du marché en faveur du Titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;

3° modifier considérablement l'objet du marché ;

4° avoir pour effet de remplacer le Titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique.

Cette clause de réexamen sera mise en œuvre par une simple décision l'UIOSS 31 adressée par courriel.

## **II. Parties contractantes**

Les parties contractantes sont :

**Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de la Haute-Garonne  
41, rue de l'étoile  
31093 TOULOUSE Cedex 9**

Ci-après dénommée « **L'UIOSS 31** »

Et :

La société titulaire du marché

Ci-après dénommée : « **LE TITULAIRE** ».

Il s'agit d'un accord-cadre non alloti et mono-attributaire.

Le CCAG (Cahier des Clauses Administratives Générales) Travaux du 30 mars 2021 s'applique au marché, en ce qu'il ne vient pas en contradiction avec les éléments énoncés au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Tous les documents relatifs au présent marché sont rédigés en langue française et les prix cités en euros.

### **III. Pièces constitutives du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux, les pièces constitutives de chaque marché sont les suivantes, établies par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (établi à partir du formulaire ATTR11), complété par le titulaire du Marché ;
- L'annexe financière ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG - Travaux) (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux) ;
- Le mémoire justificatif de l'offre du Titulaire retenu (CMJO complété) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du Marché ;
- L'ensemble des normes techniques et des normes réglementaires applicables ;
- Les bons de commande.

Le titulaire déclare connaître l'ensemble des pièces précitées, s'y référer et les accepter, étant entendu que certaines d'entre elles n'étaient pas comprises dans le DCE mais sont, par exemple, consultables sur des sites Internet tel que [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr).

Pendant toute la durée d'exécution du marché, toute disposition figurant dans des documents envoyés par le Titulaire qui seraient contraires aux dispositions des pièces contractuelles listées ci-avant, sera réputée non écrite. Il en est ainsi, sans que cette liste ne soit exhaustive, des conditions générales de vente du titulaire du marché.

### **IV. Durée**

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Il a une durée initiale d'un an.

Il est renouvelable deux (2) fois par reconduction tacite par périodes successives d'un (1) an, sauf dénonciation du marché par l'Organisme, par l'envoi au Titulaire d'une lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception, par l'envoi d'un courrier sur le profil acheteur ou par tout

autre moyen valant décision de non-reconduction au moins un (1) mois avant chaque échéance annuelle. La durée maximale d'exécution du marché ne pourra donc pas dépasser trois (3) ans (36 mois).

Le Titulaire ne peut s'opposer à la reconduction tacite définie ci-avant.

## **V. Exécution des prestations**

### ***V.1 Bons de commande***

Les prestations objets du présent accord-cadre feront l'objet de bons de commande, sur la base du prix unitaire de changement d'une descente d'eau pluviale indiqué par le Titulaire dans son annexe financière. Les bons de commande ainsi émis indiquent la prestation demandée ainsi que le délai contractuel d'exécution lui étant associé. Le délai applicable est celui renseigné par le Titulaire au sein de son Cadre de Mémoire Justificatif de l'Offre (CMJO), **et au maximum 45 jours calendaires** à compter de la notification du bon de commande.

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour d'exécution du présent marché, leur exécution pourra se dérouler et se clôturer postérieurement à son achèvement.

### ***V.2 Constatation de l'exécution des prestations***

La réception des prestations sera exécutée conformément à l'article 41 du CCAG-Travaux.

## **VI. Prix**

### ***VI.1 Caractéristiques des prix***

Le présent marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum conformément aux dispositions de l'article R2162-4 du Code de la commande publique. **Le montant maximum du marché est fixé à 65.000 € HT pour la totalité de sa durée maximale d'exécution de 36 mois.**

Les prix sont réputés complets, ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations et sont considérés comme incluant de plein droit tous les frais afférents à la réalisation du Marché, à savoir, sans que la liste ne soit exhaustive, la fourniture des boîtes à eau, des descentes d'eau pluviale et de manière générale la totalité des fournitures nécessaires à l'opération (fixation, produits d'étanchéité, joints, raccords, etc), le coût de la main d'œuvre, des déplacements, de la logistique, de l'installation de chantier, des assurances et les garanties des équipements.

Ces prix comprennent également les coûts de remplacement des équipements livrés non conformes, et remplacés par des équipements neufs, identiques. Les moyens d'approvisionnement et de stockage de matériel sont à la charge de l'entreprise.



L'unité monétaire qui s'applique au Marché est l'Euro.

Les prix du marché sont détaillés à l'annexe financière.

## *VI.2 Variation des prix*

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres soit septembre 2024, ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisables annuellement au 1<sup>er</sup> jour de chaque année d'exécution après application de la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,15 + 0,85 \times (I/I_o)]$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé, à régler ;

P<sub>o</sub> = Prix avant révision ;

I = valeur de l'indice à la date de révision publié par l'INSEE ;

I<sub>o</sub> = valeur de l'indice en vigueur au mois d'établissement des prix ;

La première révision interviendra à la date anniversaire du démarrage des prestations par le titulaire. Les prestations commandées antérieurement mais réalisées postérieurement ne font pas l'objet d'une révision. Les prix ainsi révisés sont invariables durant une période d'1 an.

L'index de référence, publié par l'INSEE, est l'index « Bâtiment – BT50 rénovation-entretien tous corps d'état » : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011422>

La révision des prix s'effectue dans la limite de la réglementation en vigueur. Elle ne pourra être rétroactive. Les prix pourront être ajustés à la hausse ou à la baisse. Le Titulaire soumet à l'organisme par lettre recommandée avec avis de réception, avec un **préavis d'un mois avant la date de révision**, sa proposition de révision de prix. Celle-ci devra être acceptée par l'organisme.

En cas de disparition de l'indice présentement choisi, et si un nouvel indice était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, le prix se trouverait de plein droit indexé sur ce nouvel indice.

Dans le cas où aucun indice de remplacement ne serait publié, les Parties s'efforceront à lui substituer un indice le plus proche possible de celui disparu et de l'esprit que les Parties lui avaient attribué.

## *VI.3 Clause de sauvegarde*

L'Organisme se réserve la faculté de résilier le marché, sans qu'aucune indemnité ne soit redevable à ce titre – si la révision du prix mène à une augmentation égale ou supérieure à 5% pour l'année, auquel cas la résiliation prendrait effet de plein droit à la date de révision.

## *VI.4 Retenue de garantie*

Conformément aux articles R. 2191-32 à R. 2191-35 du Code de la commande publique, il sera prélevé une retenue de garantie par fractions sur chaque versement autre qu'une avance, à hauteur de 5 % sur le montant initial modifié le cas échéant, du montant des modifications du Marché en cours d'exécution.

Pour les marchés conclus avec une petite et moyenne entreprise au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, la retenue de garantie sera de 3 %.

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles formulées le cas échéant pendant le délai de garantie.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du Titulaire par une « garantie à première demande ». La structure apportant sa garantie doit être choisie parmi les tiers agréés par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution. Lorsque cette structure est étrangère, elle doit être choisie parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.

## *VI.5 Cession ou nantissement de créances*

L'Organisme remet au Titulaire, à sa demande, soit une copie de l'original du Marché revêtue de la mention dûment signée par lui indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au Titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du Marché, soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

L'ensemble des modalités est expressément défini aux articles R. 2191-46 et suivants du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2193-22 dudit Code, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

## **VII. Modalités de règlement**

Conformément à l'article R2191-22 du code de la Commande Publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article [R. 2151-13](#), une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce délai

est ramené à un mois pour les marchés de travaux, et, sur demande du titulaire du marché, pour les marchés de fournitures et de services.

### ***VII.1 Modalités de transmission des factures***

En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique. Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

**L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>**

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'UIOSS 31 informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'UIOSS 31 informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'UIOSS 31 en tant que destinataire de la facture : 776 906 711 00036
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : AUTRES

À défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire devra transmettre les factures au format papier. Pour ce faire, celles-ci devront être adressées par courrier dans le respect des exigences suivantes.

Les factures doivent alors être établies en un original et deux duplicata et envoyées à l'adresse suivante :

**UIOSS de la Haute-Garonne – Service facturier  
41 rue de l'étoile - 31093 TOULOUSE**

**Mentions devant figurer sur les factures papiers ou électroniques :**

Chaque facture devra comporter à *minima*, en application de l'article D.2192-2 du Code de la commande publique, les indications suivantes, conformes au marché :

- nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- nom et adresse du destinataire ;
- le numéro du bon de commande, le cas échéant ;
- le numéro du présent contrat ;
- le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- la date d'émission de la facture ;
- prestations effectuées, désignation des produit livrés, dates de livraison et quantités ;
- le prix unitaire H.T ou lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C ;
- le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

## ***VII.2 Modalités de règlement***

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

L'UIOSS 31 se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliait ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

L'Agent Comptable de la CAF de Haute-Garonne règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et réception par l'UIOSS 31 des prestations dans les conditions prévues à l'article technique du présent marché.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par l'UIOSS 31 en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire :

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

## ***VII.3 Avance***

L'option A de l'article 11.1 du CCAG Travaux est retenue pour la mise en œuvre de l'ensemble des lots du présent accord-cadre.

Conformément aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance sera versée au Titulaire, sauf refus exprimé dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du marché public est supérieur à 50 000 Euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Conformément aux articles R2196-16 à 19, chaque bon de commande émis dans le cadre d'un des lots du présent accord-cadre et respectant les conditions énoncées supra pourra faire l'objet d'une demande d'avance émanant du Titulaire en charge de l'exécution du bon de commande.

En application de l'article R. 2191-9, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le Titulaire ne sous-traite pas.

Il est d'ailleurs précisé que, dès lors que le Titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct, et ce sur le fondement de l'article R. 2193-10 du Code. Les modalités de calcul de l'avance telles que prévues par l'article R. 2191-3 précité, leur sont applicables, mais par référence au montant des prestations sous-traitées.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du Marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur.

Que ce soit un Titulaire du Marché ou le sous-traitant, le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues à titre d'acompte ou de solde.

Ce remboursement commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant, toutes taxes comprises, du marché. Le remboursement pour le sous-traitant se fait selon les mêmes modalités.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres ou du mandataire.

Dans l'hypothèse où la demande ne serait pas constituée dans les conditions et délais décrites supra, le Titulaire perdrait jusqu'à la fin du Marché la possibilité d'obtenir l'avance.

## **VIII. Installation et organisation de chantier**

### ***VIII.1 Installation de chantier***

Chaque Titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier. Pour l'installation de chantier, le Titulaire doit se conformer aux dispositions indiquées au C.C.T.P. et, en ce qu'il n'y déroge pas, à celles de l'article 31.1 du C.C.A.G. – Travaux.

### ***VIII.2 Signalisation de chantier***

Conformément à l'article 31.6 du C.C.A.G.-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière. Pour la signalisation des chantiers, le Titulaire doit se conformer aux dispositions du C.C.T.P.

### ***VIII.3 Gestion des déchets de chantier***

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du Marché, est de la responsabilité du Maître d'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du Titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le Titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le Titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur, et aux dispositions du C.C.T.P., quant à la collecte, au transport, au stockage, au tri et à l'évacuation des déchets de chantier. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Il est précisé que les containers du Maître d'ouvrage, ou de la copropriété, entreposés sur le site des travaux ne doivent pas être utilisés comme décharge des déchets de chantier, sous peine de se voir appliquer la pénalité prévue à cet effet.

## **IX. Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### ***IX.1 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux***

A la fin des travaux, le Titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier et, le cas échéant, de réparer les installations détériorées.

Ces prestations sont à effectuer dans le délai d'exécution des travaux. En cas de retard, ces opérations pourront être faites aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse pendant quinze (15) jours par dérogation à l'article 37 du C.C.A.G. – Travaux. Il pourra également être fait application des pénalités prévues à cet effet.

### ***IX.2 Documents à fournir après exécution des travaux***

L'article 40 du C.C.A.G. – Travaux, complété des dispositions du C.C.T.P. du Marché, s'applique en ce qui concerne la liste et le nombre d'exemplaires des documents que le Titulaire devra remettre au Maître d'ouvrage, ainsi que pour les délais et modalités de leur remise.

## **X. Réception des travaux**

### ***X.1 Dispositions applicables à la réception***

Le Titulaire avise le maître d'ouvrage de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés. Le maître d'ouvrage aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. Postérieurement à cette action, la procédure de réception se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

### ***X.2 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages***

Les dispositions de l'article 43 du C.C.A.G. – Travaux s'appliqueront dans le cas où il serait prescrit au Titulaire de mettre, pendant une certaine période, certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages, non encore achevés, à la disposition du Maître d'ouvrage et sans que celui-ci en prenne possession, afin notamment de lui permettre d'exécuter, ou de faire exécuter par d'autres entrepreneurs, des travaux autres que ceux qui font l'objet du Marché.

## **XI. Garanties**

### ***XI.1 Garantie de parfait achèvement***

Le Titulaire est tenu d'une garantie légale dite « *garantie de parfait achèvement* » pour les travaux réalisés, telle qu'elle est définie par les articles 1792-6 du Code civil et 44 du C.C.A.G. – Travaux.

Cette garantie, à laquelle le Titulaire est tenu pendant un délai d'un (1) an, commence à courir à compter de la date de réception ou, pour les parties d'ouvrages ayant fait l'objet d'une réception partielle, à la date d'effet de cette réception partielle.

Au titre de cette garantie, le Titulaire sera tenu de réparer, à ses frais, tous les désordres signalés par le Maître d'ouvrage, dont les causes sont imputables au Titulaire (malfaçons, défaut de conformité, finition à reprendre, etc.). Cette garantie couvre tous les désordres :

- apparents, auquel cas ils ont donné lieu à des réserves mentionnées au procès-verbal de réception, quel que soit leur degré de gravité (il peut s'agir de désordres esthétiques) ;
- révélés dans l'année de la réception, auquel cas ils sont signalés par écrit.

Ce délai de garantie pourra être prolongé sur décision du Maître d'ouvrage dans les conditions définies par l'article 44-2 du C.C.A.G. - Travaux.

### ***XI.2 Garantie de bon fonctionnement***

Le Titulaire est tenu d'une garantie légale dite « *garantie de bon fonctionnement* » pour tous les éléments d'équipements qui ne relèvent pas de la garantie décennale, telle qu'elle est définie par les articles 1792-3 du Code civil et 44 du C.C.A.G. – Travaux.

Cette garantie est d'une durée de deux (2) ans, et commence à courir à compter de la date de réception ou, pour les parties d'ouvrages ayant fait l'objet d'une réception partielle en application de l'article 42 du C.C.A.G. – Travaux, à la date d'effet de cette réception partielle.

Plus précisément, elle couvre tous les vices qui apparaissent sur les éléments d'équipements qui ne forment pas indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert et qui sont donc démontables de la construction. Sont considérés comme dissociables de la construction les éléments d'équipement dont la dépose, le démontage ou le remplacement s'effectuent sans détériorer leur support (faux plafond, etc.).

Les fabricants d'un ouvrage, d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec l'article 1792-4 du Code civil.

### ***XI.3 Garantie décennale***

Le Titulaire est tenu d'une garantie légale dite « *garantie décennale* », telle qu'elle est définie par les articles 1792, 1792-2, 1792-4-1 du Code civil.

Cette garantie est d'une durée de dix (10) ans, et commence à courir à compter de la date de réception ou, pour les parties d'ouvrages ayant fait l'objet d'une réception partielle en application de l'article 42 du C.C.A.G. – Travaux, à la date d'effet de cette réception partielle.

La garantie décennale couvre tous les dommages :

- qui compromettent la solidité de l'ouvrage, même résultant d'un vice du sol ;
- qui affectent l'ouvrage dans l'un de ses éléments constitutifs ou d'équipement, le rendant impropre à sa destination ;
- qui affectent la solidité d'un élément d'équipement qui fait indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

Les fabricants d'un ouvrage, d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec l'article 1792-4 du Code civil.

## **XII. Assurances**

Les assurances exigées ci-après doivent être souscrites et justifiées par la remise d'attestations d'assurances en cours de validité. Elles doivent être transmises dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du Marché et avant tout début d'exécution de celui-ci. A tout moment durant l'exécution du Marché, le Titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du Maître d'ouvrage et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande. Tout retard dans la production de ces documents pourra donner lieu à l'application de pénalités pour non remise de documents. Le défaut d'assurance est un motif valable de résiliation du Marché aux frais et risques du Titulaire.

### **Les assurances devant être contractées sont les suivantes :**

#### **➤ Police d'assurance de Responsabilité Civile Professionnelle :**

Le Titulaire, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris au Maître d'ouvrage, du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du Marché.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus. L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques, et les franchises.

#### **➤ Police d'assurance de responsabilité civile décennale portant sur les ouvrages, objet du marché :**

Le Titulaire, et s'il y a lieu ses cotraitants et leurs sous-traitants, doivent justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire en application de l'article L.241-1 du Code des assurances, couvrant la responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-à 1792-6 du Code civil.



Toute personne physique ou morale, dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code civil doit être couverte par une assurance.

A l'ouverture de tout chantier, elle doit être en mesure de justifier qu'elle a souscrit un contrat d'assurance la couvrant pour cette responsabilité.

Tout contrat d'assurance souscrit en vertu du présent article est, nonobstant toute stipulation contraire, réputé comporter une clause assurant le maintien de la garantie pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur la personne assujettie à l'obligation d'assurance.

L'attestation d'assurances doit notamment préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.

Le Titulaire et ses cotraitants font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du Maître d'ouvrage.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code civil.

➤ **Assurance au titre de la garantie biennale :**

Le Titulaire doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est titulaire d'un contrat pour la garantie biennale.

➤ **Police d'assurance de dommages aux biens meubles :**

Le Titulaire doit justifier d'une assurance de dommages à ses biens meubles contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant les ouvrages et matériaux approvisionnés.

### **XIII. Pénalités**

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, aucune invitation à présenter des observations écrites ne sera transmise à un Titulaire du présent marché. Le Titulaire sera redevable des pénalités quel qu'en soit leur montant, sans pouvoir demander à bénéficier de l'exonération évoquée par l'article 19.2.2 du CCAG – Travaux ou du montant maximum de 10% du montant total hors taxe du marché ou du bon de commande indiqué à l'article 19.2.2 de ce même CCAG.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution ou la mauvaise exécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de pénalités.

Les pénalités seront dues, sans préjudice des dommages et intérêts que l'UIOSS 31 pourrait réclamer et de son droit de résilier le marché aux frais et risques du titulaire.

Pénalités pour retard dans l'exécution du marché :

Il est avant tout spécifié que tous les délais d'exécution indiqués dans l'une quelconque des pièces contractuelles du marché sont à considérer comme ayant un caractère impératif. Le non-respect d'un délai pourra donc donner lieu à l'application des pénalités suivantes.

**Par dérogation à l'article 19 du CCAG – Travaux, en cas d'inexécution ou de retard d'exécution imputable au titulaire (et/ou son sous-traitant) pour l'un des délais qui lui incombent, l'UIOSS 31**

**se réserve le droit de lui appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € TTC par jour de retard.**

Cette pénalité s'applique dès le 1<sup>er</sup> jour de retard constaté.

Le Titulaire pourra se voir appliquer les pénalités suivantes :

- Refus, ou non-exécution, par le Titulaire de réaliser les prestations commandées : **1500 € TTC par bon de commande refusé ou non exécuté ;**
- Matériels, matériaux, terres et gravats déposés en dehors des zones prescrites : **50 € TTC par dépôt non autorisé constaté par tout moyen par le Maître d'ouvrage ;**
- Défaut de remise en état des lieux en fin de travaux, nettoyage ou de dégagement du chantier : **50 € TTC par jour ouvré** à compter de la demande faite au Titulaire, par tout moyen, du Maître d'ouvrage ;
- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation du chantier : **100 € TTC par jour ouvré** à compter de la demande de régularisation faite au Titulaire, par tout moyen, du Maître d'ouvrage ;
- Constat d'une sous-traitance non déclarée sur le chantier : **200 € TTC.**

## **XIV. Confidentialité**

Le Titulaire s'engage à considérer comme strictement confidentielles, toutes les informations, ci-après désignées les « Informations Confidentielles » qui lui seront communiquées par l'UIOSS 31 au titre du présent marché.

Dès lors, toute divulgation de ces informations est susceptible de causer un préjudice à l'UIOSS 31.

Par conséquent, le Titulaire s'interdit de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

### **LE TITULAIRE S'ENGAGE NOTAMMENT A :**

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux Informations Confidentielles,
- Ne pas utiliser les Informations Confidentielles autrement que dans le cadre du marché,
- Ne pas reproduire les Informations Confidentielles pour elle-même,
- Ne pas divulguer les Informations Confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par le marché,
- Ne pas utiliser les Informations Confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, de développement ou commercialisation de produits ou services similaires ou concurrentiels à ceux de l'UIOSS 31,
- Ne divulguer les Informations Confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant nécessité de les connaître dans le cadre du marché,
- S'assurer et garantir le respect du présent Engagement de Confidentialité par ses préposés, et de manière générale, mettre en œuvre tous les moyens pour faire respecter cette disposition,

notamment par les membres de son personnel, ses collaborateurs, filiales, société mère, et sous – traitants éventuels.

**LE TITULAIRE EST DELIE DE SON ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE AU CAS OU :**

- La divulgation des Informations Confidentielles est exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation est nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits dans le cadre du marché,
- Les Informations Confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public par l'UIOSS 31,
- Les Informations Confidentielles tombent ou sont tombées dans le domaine public sans violation du présent Engagement de Confidentialité,
- Les Informations Confidentielles sont connues de la Société au moment de la première divulgation, sous réserve que la Société en apporte la preuve,
- Les Informations Confidentielles sont déjà connues du public, sont tombées dans le domaine public, sans violation du présent Engagement de Confidentialité,

**PROPRIETE DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES**

La Société reconnaît que les Informations Confidentielles qui lui sont communiquées par l'UIOSS 31 sous forme tangible sont et restent la propriété de l'UIOSS 31.

La Société s'engage à ce que ces Informations Confidentielles, ainsi que toute copie et reproduction licite de celles-ci soient, dans les trente (30) jours de la demande écrite de l'UIOSS 31, restituées à celle-ci sans délai ou détruites, à la discrétion de l'UIOSS 31.

La Société reconnaît que la communication des Informations Confidentielles ne saurait être interprétée comme lui accordant une quelconque licence d'exploitation, licence d'utilisation, brevet, marque, modèle ou un quelconque droit de propriété des Informations Confidentielles ou d'utilisation de celles-ci.

**RESPONSABILITE**

En cas de divulgation d'Informations Confidentielles par la Société, il lui appartiendra de prouver la conformité de cette divulgation avec les termes du présent Engagement de Confidentialité.

La société reconnaît qu'en cas de divulgation des Informations Confidentielles de son fait, non conforme au présent Engagement de Confidentialité, la réparation de tous les dommages y afférents seront à sa charge.

**DUREE**

La Société s'engage à respecter le présent Engagement de Confidentialité dès sa signature et pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une période de cinq (5) ans suivant la fin du marché, et ce, pour quelque cause que ce soit.

**COMPETENCE - REGLEMENT DES LITIGES**

Le présent Engagement de Confidentialité est soumis au droit français.

Tout différend entre la Société et l'UIOSS 31 relatif au présent Engagement de Confidentialité, non résolu à l'amiable, sera porté, par la partie la plus diligente, devant le Tribunal compétent.

## **XV. Lutte contre le travail dissimulé**

Une pénalité peut être infligée au titulaire du marché s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail.

Le montant des pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

## **XVI. Résiliation**

Les dispositions des articles 49 et suivants du CCAG – Résiliation s'appliquent.

Outre les cas de résiliation visés au CCAG - Travaux, l'UIOSS 31 pourra résilier le marché :

- si le Titulaire est placé dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévus par le Code de la commande publique ;
- en cas d'inexactitude ou de refus de produire les documents visés aux articles R. 2143-5 à R. 2143-15 du Code de la commande publique ;
- en cas de force majeure pris dans le sens de l'article 1218 du Code civil, rendant impossible de manière définitive la poursuite des prestations objet du marché, après mise en demeure restée infructueuse ;
- à la suite de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, en cas de non production de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement des sommes dues au sous-traitant de second rang et plus, et ce après mise en demeure restée infructueuse.

Dans tous les cas de résiliation avec mise en demeure : il est spécifié que la résiliation prendra effet après l'envoi au Titulaire défaillant d'une lettre valant mise en demeure par recommandé avec accusé de réception, restée en tout ou partie infructueuse dans le délai imparti ou, à défaut, dans le délai de quinze (15) jours calendaires à compter de son envoi.

Une résiliation pour faute du Titulaire, quel qu'en soit le motif, n'ouvrira droit à aucune indemnisation à ce titre.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG – Travaux et Services, dans l'hypothèse d'une résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation à laquelle le Titulaire pourra prétendre sera fixée à 4% du montant initial HT du Marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

## **XVII. Règlement des litiges**

En cas de litige lié à l'exécution du présent marché, le Tribunal judiciaire de Toulouse est compétent (Adresse : 2, Allée Jules Guesde - 31000 TOULOUSE / Tel : 05.61.33.70.70 – Fax : 05.61.33.71.13 / URL : <http://www.justice.gouv.fr/>)

## **XVIII. Dérogations au CCAG Travaux**

Article CCAP	Article CCAG-Travaux
III. Pièces constitutives	Article 4.1
VII. Modalités de règlement	Article 9 et suivants
XIII. Pénalités	Article 19.2.3 et 19.2.4
XVI. Résiliation	Article 50.4